



Côte d'Ivoire: la rue, seule issue pour sortir de l'impasse

Par [Leslie Varenne](#)

Mondialisation.ca, 15 août 2020

[Iveris](#) 14 août 2020

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Après la décision d'Alassane Ouattara de se porter candidat à l'élection présidentielle, le thermomètre du climat politique ivoirien a grimpé subitement de plusieurs degrés. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays. Bilan: au moins quatre morts et aucune sortie de crise en vue.

Le 6 août dernier, Alassane Ouattara a profité de son discours annuel, prononcé la veille de la fête de l'indépendance, pour faire savoir au peuple ivoirien que sa décision était prise, « [par devoir citoyen](#) » « *pour l'amour de son pays* » pour maintenir « *la paix, la sécurité nationale et sous-régionale* », il se « *sacrifiait* » et se portait candidat pour un troisième mandat.

« *La voie la plus courte pour l'avenir est toujours celle qui passe par l'approfondissement du passé.* » Aimé Césaire

Les jours qui ont suivi cette annonce, des manifestations sporadiques ont lieu un peu partout dans le pays, mais c'est surtout sur les réseaux sociaux que les invectives ont fusé. La révolte restait alors virtuelle. Jeudi 13 août, la situation a basculé. À l'appel de tous les partis d'opposition qui protestaient contre un troisième mandat, qu'ils jugent anticonstitutionnel, les manifestants sont sortis dans les rues d'Abidjan et dans les communes de l'intérieur du pays. C'est à Daoukro, dans le fief de l'ancien Président Henri Konan Bédié, candidat à l'élection du 31 octobre 2020, que les émeutes ont été les plus violentes. Au moins trois morts sont à dénombrer et plusieurs maisons incendiées. La situation était également très tendue à Gagnoa, terre de l'ancien Président Laurent Gbagbo, et à Bonoua où un jeune homme de 18 ans est décédé. Dans cette même ville, le commissariat de police a été brûlé et son commissaire violemment molesté.



Au cours de cette journée, les messageries privées ont crépité à un rythme soutenu : vidéos, photos de corps ensanglantés, avec parfois quelques difficultés à démêler l'info de l'intox. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas sans un certain malaise, sans une étrange sensation d'être projeté dix ans en arrière que les Ivoiriens et les observateurs de ce pays ont vécu cette journée. Sentiment de colère aussi, car personne n'aurait dû revoir de telles images.

Sourd aux pressions multiples et variées

Tout le monde, les Ivoiriens, les chancelleries, les chercheurs et journalistes, savait qu'Alassane Ouattara ne devait pas revenir sur sa promesse de ne pas effectuer de troisième mandat, même s'il était difficile de prévoir quand et comment la situation risquait de dégénérer. Emmanuel Macron, si prompt à donner des leçons à toute la planète, Liban, Biélorussie, pour ne citer que ces derniers exemples, ne s'est pas encore exprimé sur la nouvelle donne ivoirienne. Il faut reconnaître que Paris est dans une situation compliquée : comment expliquer que le « démocrate » installé par les militaires français en avril 2011 ne veut plus partir ? Pour autant, selon un diplomate africain, l'Élysée et le Quai d'Orsay ne sont pas restés inactifs. À plusieurs reprises, ils ont essayé de dissuader Alassane Ouattara de s'engager dans cette voie risquée.

Les États-Unis ne sont pas dans une situation plus confortable. Ils se sont dépensés pour que le Président ivoirien s'asseye dans le fauteuil du palais présidentiel, pourtant, ils ont eux aussi plaidé en coulisses contre ce quinquennat de trop. En 2019, en visite dans la capitale ivoirienne, le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, [David Hale](#), avait déjà, d'une manière très diplomatique, passé le message au Président ivoirien.

Des chefs d'État africains de la sous-région sont eux aussi montés au créneau. Ce n'est un secret pour personne que le Président nigérian Mahamadou Issoufou milite contre les changements de Constitution et la tentation de durer au pouvoir. Le Ghanéen Akufo-Addo, habitué aux alternances pacifiques dans son pays, n'a pas non plus intérêt que son voisin s'embrace à nouveau. Lors de la guerre de 2011, Accra a accueilli dans l'urgence les exilés politiques et les milliers de réfugiés ivoiriens. Macky Sall a également agi dans le même sens, à deux reprises, lors des obsèques de l'ancien Premier ministre Amadou Gon et lors des négociations à Bamako de la Cedeao. La fondation Mo Ibrahim, la fondation Koffi Annan,

le groupe des Elders s'y sont aussi essayés. Rien n'y a fait.

Chinois, microbes, dozos, contre marcheurs

Si tous ceux qui ont contribué à installer Alassane Ouattara à son poste en avril 2011 n'ont aucun moyen de le faire changer d'avis, que peut faire l'opposition ivoirienne ? Au passage, c'est assez remarquable et cela ne manque pas de piment de voir les ennemis d'hier -le PDCI d'Henri Bédié et le GPS de Guillaume Soro- marcher côte à côte avec le FPI de Laurent Gbagbo. À l'unisson avec pour slogan « *Ouattara dégage* ».

Après avoir beaucoup revendiqué et rien obtenu, les opposants n'ont donc d'autre choix que de jouer la rue pour arracher des concessions à Alassane Ouattara. Pour l'instant, bien que des manifestations aient lieu aussi à Abidjan, la stratégie semble consister à privilégier les villes de l'intérieur du pays, là où les forces de défense et de sécurité sont les moins nombreuses et où la répression sera moins importante. Cela a aussi l'avantage de disperser l'effort de maintien de l'ordre en divers endroits du territoire.

Côte pouvoir, c'est Hamed Bakayoko, Premier ministre, ministre de la Défense et maire d'Abobo, qui est à la manœuvre et il joue une partie compliquée. Pendant dix ans, la Cour pénale internationale a rythmé la vie politique ivoirienne avec le procès de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. Les militaires, et le premier d'entre eux, n'ont aucune envie de connaître les murs de la prison de Scheveningen, ils réfléchiront donc à deux fois avant de tirer sur la foule, même si des bavures ici et là sont toujours possibles.

Afin d'étouffer la révolte dans l'œuf, la tactique consiste donc à utiliser des supplétifs, les « *microbes* », des enfants dits en conflit avec la loi. Ces mineurs constituent une véritable milice qui terrorise les manifestants en fonçant sur eux armés de machettes, comme cela s'est produit jeudi 13 août dans la [commune de Yopougon](#). Le pouvoir peut aussi compter sur les « *Chinois* », ces fans DJ Arafat, le chanteur décédé l'année dernière, dont Hamed Bakayoko est le parrain officiel, et sur les « *Dozos* », ces chasseurs traditionnels qui ont déjà œuvré lors de la guerre de 2011. Le Premier ministre joue gros, s'il gagne cette manche, il se renforcera politiquement au sein de son parti, le RDR, et fera avancer son agenda personnel.

Mais ces stratégies d'oppositions frontales dans la rue ne sont pas sans risque. Si la CPI fait peur, elle a tellement mal travaillé, si peu enquêté, qu'aucun auteur des atrocités de 2011 n'a pu être identifié, aucune affaire élucidée. Après huit ans de procès, les coupables de la tuerie des femmes d'Abobo, le 3 mars 2011, ne sont toujours pas connus. Cela laisse donc le champ libre à tous les coups tordus, les manœuvres, les « *false flags* ». Par exemple, à cette heure, personne n'est capable de dire qui sont les responsables des quatre décès d'hier. Est-ce la police ou l'armée qui a tiré ? Est-ce le résultat d'affrontements entre des manifestants des deux camps ? Est-ce l'œuvre de milices ? La menace d'un conflit entre certaines communautés à l'intérieur du pays, sur fond d'une réconciliation qui n'a jamais eu lieu, n'est pas à minorer non plus.

Entêtement mortifère

Pour les deux camps, la rue comme seule issue est un pari dangereux. Mais, à ce jour, Alassane Ouattara ne montre aucun signe d'ouverture, aucun geste d'apaisement. Au contraire, à la suite de la journée de jeudi, Adama Bictogo, le directeur exécutif du RHDP, parti du pouvoir en place, a déclaré : « *Pour nous le débat est clos. Alassane Ouattara est*

candidat, c'est fini. - Les protestataires crient dans le vide - il n'y a que le Conseil constitutionnel seul qui peut décider de l'éligibilité ou pas d'un candidat.» Une manière un brin provocatrice, malgré les morts de la journée, de signifier que le chef de l'État ne cédera sur rien.

La Côte d'Ivoire était au bord du gouffre, elle vient de faire un grand pas en avant....

Leslie Varenne

Cette note a été publiée dans le journal en ligne [Sputnik](#)

La source originale de cet article est [Iveris](#)
Copyright © [Leslie Varenne](#), [Iveris](#), 2020

Articles Par : [Leslie Varenne](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca